

En réponse au communiqué No 1, crise à la revue À bâbord ! : ça passe ou ça casse

La mort d'un rêve

Puisque nous voilà publiquement mis en cause dans les réseaux de la gauche militante québécoise par l'actuelle direction de la revue A bâbord!; puisqu'on nous dénonce sans égards, s'attaquant même à notre réputation, nous n'avons guère d'autres choix que de rappeler à ceux et celles que cela intéresse quelques « faits têtus » qui permettront à chacun –nous l'espérons- de se faire une idée un peu plus juste du triste et lamentable... conflit qui a empoisonné les rapports de l'équipe fondatrice de la revue A bâbord!

Nous nous excusons de la longueur de cette lettre. Mais devant quelques courriels reçus, laissant clairement voir que plusieurs se prononçaient sur une affaire dont ils ne connaissaient qu'une infime partie des tenants et aboutissants, nous avons cru bon revenir avec précision sur certains moments de cette crise. En espérant que vous nous en tiendrez gré et qu'ainsi vous serez mieux à même de comprendre ce qui s'est joué. Plus qu'une vulgaire et déplorable chicane entre militants de gauche, c'est la mort d'un rêve, celui d'une revue pluraliste gérée sur le mode convivial et démocratique.

Le 15 mars 2005

Alain Marcoux amarc@sympatico.ca

Pierre Mouterde piececy@videotron.ca

Le projet A bâbord !

Le projet A bâbord! est né en novembre 2002 de la rencontre de 4, (puis de 5 et 6) militants et amis férus de journalisme et de graphisme qui, dans le sillage de la constitution de l'UFP, souhaitaient voir naître un nouveau médium d'information au Québec.

L'idée qui était au cœur de ce projet était de créer une revue pluraliste, réunissant différentes tendances de la gauche et leur offrant tout à la fois une agora de débat et un espace d'expression pour faire connaître leurs propositions à un large public (voir OURS de la revue). Tel était notre rêve de départ : faire vivre une nouvelle revue pluraliste pour la gauche en reconstruction, une revue qui, sur le mode convivial, se ferait écho de tous les espoirs véhiculés par le mouvement altermondialiste : « Oui un autre monde est possible ! »

Très vite le projet s'est avéré correspondre à un authentique besoin : non seulement la revue sortait régulièrement et sur des bases professionnelles tous les deux mois, mais encore elle connaissait un succès d'estime grandissant, abonnés et lecteurs ne cessant de se multiplier.

La petite équipe de départ –tous des gens bénévoles-- s'est donc vite heurtée (à partir de 2004) à une crise de croissance : comment répondre à la multiplication des tâches, à la nécessité d'assurer une permanence minimale, à celle de rémunérer le travail effectué, d'assurer des rentrées d'argent régulières, de faire vivre une revue qui se voulait autant de Québec que de Montréal, etc. ? Combinés aux inévitables et passagères frictions personnelles, ce sont ces problèmes qui se sont soudainement cristallisés autour d'une question clef : la coopérative de solidarité était-elle la forme d'incorporation que nous devions choisir pour mieux nous organiser¹ ? L'équipe de Québec du comité d'édition de la revue y était plus favorable (c'était elle qui travaillait sur le plan d'affaires en lien avec le CLD de Québec et voyait là une possibilité d'une

¹ Comme il est indiqué dans le numéro 6 de la revue A bâbord!, la Coopérative de solidarité permettait, tout en correspondant à nos critères de démocratie et d'autogestion, non seulement de mieux répartir les responsabilités en termes d'édition et d'administration, mais encore d'associer lecteurs et institutions (nous soutenant) à la vie de la revue.

plus grande autonomie financière). L'équipe de Montréal du comité d'édition était plus réticente (quoique deux de ses membres aient au point de départ tranché en faveur de la coopérative), craignant que la revue se bureaucratise et qu'elle ne soit plus l'œuvre de ses artisans. Et si finalement l'équipe de Montréal a fini par se rallier (à l'unanimité) à la coopérative, si elle a même accepté de siéger au Conseil d'administration (3 sur 6 appartenaient à l'équipe de Montréal), si elle a obtenu au passage nombre de concessions de la part de Québec (une place plus grande des représentants du comité d'édition au sein du Conseil d'administration), ce ne fut qu'à contre cœur, comme si on lui avait passé un monumental sapin dont elle se souviendrait à jamais. Tel est le terreau sur lequel a mûri la crise et dont tout un chacun pourra comprendre les conditions de possibilité : la croissance rapide de la revue, la pression de la production, les difficultés du travail bénévole, l'absence de moyens financiers facilement disponibles, les voyages Québec\Montréal incessants, les orientations idéologiques différentes, et puis évidemment le succès qui monte un peu trop vite... à la tête.

Le dramatique, l'inadmissible

Le reste, c'est le dramatique... et l'inadmissible. C'est ce qu'aucune organisation (ou regroupement) de gauche digne de ce nom ne devrait accepter, surtout quand on se propose à faire de la politique autrement, qu'on aspire à joindre le geste à la parole, et qu'on se bat ensemble pour des valeurs comme la justice, l'égalité, la solidarité ou la convivialité.

Le dramatique et l'inadmissible, c'est cette volonté de purge qui s'est concrétisée le 23 septembre 2004 par cette annonce qu'on nous a faite par courriel : « *Étant donné ce qui se passe depuis maintenant plus de six mois. Étant donné que nous ne pouvons ni ne voulons continuer à travailler avec vous. Nous proposons que le seul point à l'ordre du jour de la réunion de vendredi soit, sans retour inutile sur tous nos différends, sans reproches, sans procès d'intention et sans insultes : LE DIVORCE À L'AMIABLE, LA FIN DE NOTRE COLLABORATION.* En espérant que tout se passe bien dans le meilleur intérêt de la revue, respectueusement. » Signée par Claude, Gaétan, Monique et Luciano.

On n'est plus capable de travailler avec nous, voilà la seule explication qui nous a été donnée, comme si on ne l'avait pas fait depuis un an et demi au jour le jour, et dans l'allégresse d'un projet qui semblait chaque jour mieux marcher! Faut-il ajouter que depuis ce fameux courriel, jamais les raisons de cette purge n'ont été explicitées, ni même débattues, encore moins tranchées par un vote quelconque au sein du comité d'édition.

Du jour au lendemain, vous voilà donc mis hors jeu, sans autre forme de procès qu'un tissu d'injures et d'insultes reçues elles aussi par courriel. Faut-il y voir là l'effet d'un « power trip » de certain grisé par le succès, de peurs irraisonnées d'autres inquiets de voir la revue leur glisser des mains, de formidables malentendus qui déchirent si souvent les relations humaines ? On laissera au lecteur le soin de choisir son interprétation. Ce qui est sûr c'est que le procédé rappelle des pratiques politiques d'un autre âge (les fameuses purges !) et qui ont dans le passé déjà tant déconsidéré la gauche. D'autant plus douloureuses, pour les deux personnes que nous étions, que c'est nous qui avons au départ insufflé vie à ce projet. C'est nous qui avons poussé Luciano à se relancer dans l'aventure d'une revue (alors qu'il sortait d'une expérience difficile avec « Le taon dans la cité ») ainsi que Monique, inviter Claude à se joindre à nous, fait peu à peu place à Gaétan au sein de ce qui deviendra le comité d'édition d'A bâbord!. Comment ne pas avoir l'impression d'avoir reçu un coup de poignard dans le dos !

Qu'avions nous fait de si horrible ?

Qu'avions nous fait de si horrible pour mériter un pareil sort ? On ne l'a jamais su. Car en guise d'explication nous avons eu droit à des tombereaux d'injures et d'attaques personnelles qui auraient plutôt de quoi faire sourire² si elles ne visaient pas à nous démolir: « fasciste » (sic), « pas du même pays» (sic), « bureaucrates de l'économie

² Evidemment tout cela s'est fait en fonction des principes suivants : « Salissez quelqu'un, il en restera toujours quelque chose » et « Si vous voulez vous débarrasser de votre chien, dites qu'il a la rage ». Pour ceux qui seraient intéressés à en savoir plus en la matière, nous tenons à votre disposition les courriels qui en font état, véritables morceaux d'anthologie.

sociale » (sic), « mâle Alpha » (resic), «incompétents » (sic) , « méprisants » (sic et resic), « boss » voulant tout contrôler, etc.

Comment en est-on arrivé à de telles extrémités ? Bien sûr nous ne partagions pas tous les mêmes orientations idéologiques. Certains se trouvaient plus proches de la mouvance anarchiste, d'autres de l'UFP ou de Gauche socialiste et de l'ex PDS, les uns habitaient Québec, les autres Montréal, etc., mais c'était ce qui faisait la richesse d'A bâbord! et ce que nous avons délibérément choisi au point de départ ! C'était notre pari : il était possible de travailler ensemble et surtout de se parler et d'échanger, en centrant notre attention sur ce qui nous unissait plutôt que sur ce qui nous séparait ! Bien sûr il avait aussi existé entre nous des différends sur tel ou tel éditorial, tel ou tel article, telle ou telle orientation à envisager pour le futur de la revue, mais cela appartient au quotidien de n'importe quelle revue, plus spécialement quand elle connaît une soudaine croissance ! C'était même la raison d'être d'A bâbord : permettre, faciliter le débat, l'expression d'idées, la controverse. Et le drame est précisément là : plutôt que de chercher à gérer ces inévitables différences dans un cadre de principes démocratiques, l'équipe de Montréal s'est enfermée dans la logique de la « démonisation », cette « démonisation » qui, en appelant au réflexe du clan, de « la gang » ou de la famille (celle de Montréal !), finit par tuer tout espace public, toute possibilité de débat politique large et fécond. Il n'y a plus dès lors de camarades ou d'amis, pas même des adversaires politiques, mais des ennemis qu'il faut abattre à tout prix, et par tous les moyens. En renversant, qui plus est, la réalité sens dessus dessous : voilà que ce sont ceux qu'on met dehors (et qui sont minoritaires) qui deviennent les « grands méchants »; voilà les persécutés qu'on transforme en « dangereux persécuteurs » et contre lesquels on sonne haineusement l'hallali. Quoi de plus dérisoire que se faire traiter de « boss » voulant contrôler la revue, alors que c'est précisément ce que l'équipe de Montréal s'acharne à faire... et réussit avec succès !

La médiation

Que pouvons-nous faire ? Que devons-nous faire ? Nous taire ? Rentrer chez nous ? Accepter l'inadmissible et aller cultiver notre jardin ? Ou au contraire jouer « la game »

et utiliser les instruments légaux dont nous disposions (nous avons été élus (à l'unanimité) respectivement secrétaire et président de la coopérative) pour faire respecter ce que nous jugeons être nos droits ?

Nous avons opté pour une troisième voie : celle de la négociation. Suite au refus de l'équipe de Montréal de reconnaître la validité d'une réunion du Conseil d'administration que nous avons convoquée d'urgence, nous avons demandé l'intervention de médiateurs, à la fois respectés et étrangers au conflit. Amir Khadir de l'UFP et Jacques B. Gélinas, écrivain, tous deux participant au comité de rédaction de la revue, ont accepté de se prêter au jeu et ont réussi à s'imposer –au départ contre l'avis de l'équipe de Montréal— comme médiateurs. Très vite cependant, il est apparu que l'équipe de Montréal ne voulait rien négocier de substantiel³. Non seulement, elle ne s'est pas contentée du fait que l'équipe de Québec ait accepté de se retirer temporairement du comité d'édition, mais encore elle s'est employée à lui retirer tous les pouvoirs qui pouvaient lui rester en terme de gestion et d'administration de la revue, refusant ne serait-ce que de communiquer avec Richard Fecteau de Québec, membre pourtant du Conseil d'administration de la coopérative. Et contrairement à ce qu'a écrit Amir Khadir, si la médiation à laquelle il s'est donné corps et âme, n'a rien donné, ce n'est pas parce que nous avons refusé de lui laisser une chance. Bien au contraire : nous avons patienté près de 4 mois, attendant en vain ne serait-ce qu'une proposition écrite minimale, un geste de bonne volonté, une lettre d'excuse pour ces emportements totalement inadmissibles pour des gens qui se disent partager des valeurs de gauche! Mais rien,

³ Voir à ce propos la position de Gaétan, Monique, Luciano et Claude, envoyée aux médiateurs : « Il nous semble que pour que la médiation avance, il faut que les parties et les médiateurs comprennent bien, non seulement la nature du conflit, mais aussi les forces des parties, c'est-à-dire leur « position » de négociation. Actuellement, il semble que les médiateurs se croient en présence de deux camps « à forces égales ».

Or il n'en est rien. Outre que les menaces de sabotage de la revue en cas de « défaite » de Pierre Mouterde, si elles étaient publiques, constitueraient pour lui un véritable suicide politique, nous considérons qu'il n'a pas de pouvoir de blocage. Le seul pouvoir qu'il a en est un de nuisance, en faisant un blocus du casier postal et en gardant par devers lui les chèques et les abonnements qu'il reçoit. Nous pourrions nous en excuser publiquement (et le dénoncer?) dans le prochain numéro et demander aux gens d'envoyer leur correspondance à Montréal.

Le Comité d'édition contrôle « juridiquement » la revue : aucun document n'indique que la revue soit la propriété de la coopérative. Celle-ci n'a fait qu'éditer la revue durant un numéro, le # 6. Et ça ne se reproduira plus. Le Comité d'édition contrôle « de fait » la revue : secrétariat, rédaction, correction, montage, distribution, publicité, abonnements, service de presse, comptabilité (...) ».

rien du tout ! C'est que l'équipe de Montréal n'a pas cessé pendant ce temps là de vouloir imposer autoritairement un rapport de force, et de chercher à nous exclure des dernières responsabilités qui nous restaient. C'est d'ailleurs ce qui a amené le second médiateur, Jacques Gélinas à démissionner fin janvier 2005 et à écrire : « *Dans un document de travail daté du 10 octobre 2004, les médiateurs avaient proposé, comme premier pas vers un règlement, un modus operandi où les deux parties conservaient des responsabilités significatives dans la marche de la revue, en retour de concessions réelles de part et d'autre. L'une des parties a opposé une fin de non-recevoir à cette proposition, faisant valoir que les médiateurs s'étaient mépris sur la nature des enjeux et de la médiation elle-même.* (Relire la note intitulée «Position de Gaétan, Monique, Luciano et Claude», 2 novembre 2004.)⁴»

L'assemblée générale de la coopérative

Devant l'échec de la médiation, il ne nous restait plus qu'à faire appel à l'assemblée des membres de la coopérative. Et pas nécessairement pour gagner et l'emporter à tout prix! Car nous savions que nous ne disposions pas a priori de la majorité, n'ayant jamais cherché –comme nous aurions pu le faire si nous avions été de mauvaise foi— à paqueter la coopérative de nos amis ou connaissances. Notons à ce propos que l'élargissement de la coopérative n'a jamais pu se faire à cause du boycott du Conseil d'administration mené par l'équipe de Montréal. Quoiqu'il en soit, si nous voulions une assemblée, c'était pour disposer d'un cadre formel où nous pourrions expliquer ce qui nous était arrivé, et où au moins une instance élue, après débat et délibération, pourrait trancher le différend. Sainement (c'est-à-dire en connaissance de cause), démocratiquement, définitivement !

⁴ Voir aussi la suite écrite par Jacques B. Gélinas : « Pourtant, la suite des événements a montré que seule une proposition faisant place pour chacune des parties à des responsabilités importantes, tout en ménageant temporairement une certaine distance entre les deux,-- seule une proposition de ce genre, susceptible certes d'être discutée et améliorée, aurait permis un apaisement des tensions pendant que s'élaborerait une sortie de crise honorale pour les deux parties. Une sortie laissant la voie ouverte à une collaboration plus harmonieuse entre camarades de gauche. Au lieu de cela, on assiste aujourd'hui à une montée des tensions et des acrimonies où la seule solution qui se profile à l'horizon est celle d'un affrontement excluant l'une des parties, au prix d'humiliations et de blessures inutiles. Tout cela, au grand contentement de ceux qui prophétisent que la gauche québécoise, empêtrée dans ses querelles claniques, ne pourra jamais prendre une place décisive dans le débat politique, encore moins gouverner. »

Mais là encore l'équipe de Montréal a tout fait pour faire dérailler le train. Nous avons, en tant que président et secrétaire de la coopérative le pouvoir légal de convoquer une assemblée extraordinaire. C'est ce que nous avons fait, en la fixant à l'avance pour le 19 mars 2005, à Trois-Rivières (à mi chemin entre Québec et Montréal), espérant ainsi donner suffisamment de temps pour que puisse s'organiser un véritable débat sur l'orientation de la revue et de la coopérative : assemblées préparatoires (À Québec et Montréal), circulation de documents, etc. Nous étions prêts, bien entendu, à nous entendre sur une date qui aurait satisfait les deux parties, à convoquer un Conseil d'administration préalable pour en préparer la tenue, voire même à élargir le nombre des membres de la coopérative pour donner ainsi une portée plus grande à la décision prise.

Non seulement l'équipe de Montréal n'a pas répondu à nos multiples courriels et demandes, mais elle a préféré jouer sur les procédures légales, en convoquant avant le 19 mars, pour le 5 mars, une autre assemblée sur le même sujet, et cela en s'appuyant sur une demande extraordinaire signée par un quart des membres de la coopérative. Si cette démarche était légalement possible, elle n'en était pas moins révélatrice de l'état d'esprit qui animait le groupe de Montréal. Pas question d'ouvrir le débat sereinement, pas question de rentrer dans un processus de discussion minimale avec les gens de Québec : on leur fait la guerre jusqu'au bout et on leur impose nos conditions. Plus encore, comme nous leur avons fait remarquer que l'un de nous deux se trouvait à cette date en Haïti (pour des conférences organisées par les Amis du Monde diplomatique et l'Université de Port-au-Prince) et que nous ne pourrions pas être là pour exposer notre point de vue, l'équipe de Montréal a brutalement changé son fusil d'épaule en convoquant –cette fois-ci illégalement parce que ne respectant pas le délai de 21 jours fixé par la loi-- une autre réunion pour le 12 mars à Montréal, profitant de l'occasion pour nous charger comme administrateurs, de nouveaux maux, réclamant au passage notre destitution. Nous aurions été « incompetents », « falsificateurs » et n'aurions pas respecté « l'autonomie » de la coopérative⁵ : le monde à l'envers... pour

⁵ Nous avons en effet demandé aux membres de l'exécutif national de l'UFP –vu que deux des membres de l'équipe de Montréal y siégeaient-, non pas de prendre position en notre faveur, mais d'user de leur influence pour

des gens qui se sont refusés pendant des mois à vouloir participer à une quelconque réunion du Conseil d'administration de la coopérative.

Que nous restait-il à faire ? Après avoir vérifié auprès des experts et avocats en coopérative, l'illégalité effective de la dernière convocation, nous avons donc annoncé que nous ne nous rendrions pas à une réunion qui ne respectait pas la loi sur les coopératives et que nous en convoquions à notre tour une --celle-ci légale,-- pour le 16 mars à Québec.

La suite vous la connaissez tous et toutes : l'équipe de Montréal a décidé de tenir quand même son assemblée et sans même nous entendre, a choisi de nous destituer. Quoi de plus démocratique que de clouer au pilori d'ex amis et collaborateurs, sans même se donner la peine de les entendre ? Dans le genre on ne fait guère mieux !

Plus encore, elle a décidé de s'adresser publiquement au réseau des militants de Québec, faisant une fois de plus inutilement monté les enchères (notez l'expression employée « victoire totale » qui en dit long sur l'état d'esprit des gens de Montréal), dramatisant démagogiquement ce qui n'avait pas lieu de l'être. Comme si nous acharnions à vouloir détruire la revue, alors que nous n'avions cherché qu'à trouver un cadre légal pour régler démocratiquement et sagement un différend qui ne s'était que trop envenimé.

En guise de conclusion

Que dire d'autre, sinon que nous avons été passablement surpris de voir quelques amis d'A bâbord !, nous convier à respecter la revue, comme si nous n'en avions pas été les premiers instigateurs, comme si ce n'était pas ce que nous avons fait depuis des mois, notamment en cherchant à préserver --par la négociation, la médiation, l'appel à la raison-- coûte que coûte son caractère pluraliste et démocratique. Peut-on aujourd'hui penser que beaucoup d'entre eux ont peut-être été victimes de manipulation, de procédés malhonnêtes qui en distillant mensonges ou demies vérités les ont poussés à s'immiscer dans une affaire infiniment plus complexe qu'il n'y paraît ? Peut-être est-il

faciliter un débat juste et démocratique, selon les normes en vigueur à l'UFP. Quant aux accusations de falsification de procès verbal, elles relèvent de la pure fabulation, puisque ce dernier n'a jamais pu être adopté, ni discuté dans une instance quelconque.

encore temps pour ceux-ci, à la lumière d'explications qu'ils n'avaient jamais pu entendre, de reconsidérer leur jugement ?

Quant à nous, si nous avons à jeter un regard critique sur notre action passée au sein de la revue A bâbord!, nous n'aurions finalement qu'un regret : celui ne pas avoir été au point de départ suffisamment clairs, en fixant d'impératives balises concernant la nécessité vitale de la démocratie et du pluralisme. Car s'il y a bien quelque chose qui est mort et bien mort, c'est cela : l'idée d'une revue qui se pense et se construit à plusieurs sur le mode de la démocratie et du respect entre personnes travaillant pour une même cause. A avoir été trop « cool », à nous être reposés sur l'amitié et la confiance entre camarades, nous ne nous sommes pas donné les cadres nécessaires pour que notre petit groupe de départ ne puisse pas transiger sur de tels principes et ainsi s'égarer dans la dynamique de guerres fratricides...vaines et totalement stériles.

Pour le reste, en espérant que cette longue lettre ait pu en éclairer quelques-uns sur l'importance du pluralisme et de la démocratie dans les organisations et associations de gauche, nous faisons nôtres les mots de l'écrivain et poète portugais Fernando Pessoa : « Cela en valait-il la peine ? Cela vaut toujours la peine quand on n'a pas l'âme petite ».

Alain Marcoux

Pierre Mouterde

Le 15 mars 2005